**La Refondation de l’Etat et la Rectification Institutionnelle par le CNRD à l’épreuve de la transparence et de la redevabilité**

Le **Forum des Forces Sociales de Guinée** (**FFSG**), ayant été la première entité en Guinée à travers la DACT dans le dernier trimestre de 2021 à faire **une proposition technique de 24 mois comme Chronogramme raisonnable de la Transition au moment où la CEDEAO par principe demandait 06 mois**, se félicite des ouvertures encours au niveau national et international vers **un chronogramme consensuel** avec la certitude technique qu’en partant des **acquis possibles des 13 mois de gestion par le CNRD**, **un retour à l’ordre constitutionnel est objectivement possible entre un minimum de 11 mois et un maximum de 16 mois**.

Cependant, le **Forum des Forces Sociales de Guinée** (**FFSG**), comme annoncé dans ses précedantes déclarations, reste très préoccupé par **la persistance des soupçons de corruption, de mauvaise gestion et des accords de dettes** au cœur de la refondation et la rectification institutionnelle, le tout dans **un déficit total de transparence dans la gestion de la chose publique** qui continue à accentuer la cherté de vie et les risques de troubles à grande échelle en Guinée pendant et après la transition.

Ainsi, pour une question de logique, de cohérence et d’objectivité républicaine, le **FFSG**:

1. **Invite la CENTIF, ANLC et toutes instances habilitées** :

* A faire l’état des lieux sur les actifs financiers et matériels de l’Etat à la date du 05 septembre 2021, afin de donner une **caution morale à la moralisation de la gestion de la chose publique** comme **élément central de la refondation et la rectification par le CNRD**;
* A engager des audits sur la gestion des organes de la transition pour vérifier leur train de vie qui semble être en total déphasage avec une transition et le niveau de vie actuelle des populations;

1. **Au Ministère de la justice et l’Inspection Générale d’Etat** d’engager des vérifications sur le dernier semestre de gestion des **EPA**, des Agences et autres, **CNSS** et **l’ARPT** notamment pour lever les doutes persistants sur des éventuels cas ou tentatives de corruption et de détournement des ressources publiques ;
2. **Invite le CNRD, le CNT  et le gouvernement**, chacun en ce qui le concerne:

* A faire la lumière sur la mobilisation, l’orientation et la gestion des redevances minières, ainsi que sur la nature et la portée des différents marchés publics engagés depuis la prise du pouvoir par le CNRD;
* A publier les résultats issus de la vente aux enchères des véhicules de l’Etat qui par le gouvernement;
* A faire l’état des lieux du coût lié au fonctionnement de la CRIEF sur le contribuable guinéen, les résultats obtenus à date, notamment le montant effectivement récupéré et versé au trésor public, différent des cautions de mise en liberté proviseur des accusés, qui en aucun cas ne peut être considéré comme acquis.

1. **Invite les centrales syndicales membres et/ou partenaires**:

* De procéder à une analyse critique sans complaisance du décret portant sur les horaires de travail dans les services publics en lien avec le revenu des travailleurs et leurs affectations aux différents services;
* A apprécier l’efficacité des mesures annoncées dans le secteur de l’éducation, notamment au pré universitaire, pour répondre aux impaires relatifs à la vague de mise à la retraite des enseignants en pleine année scolaire 2021, afin d’éviter de faire payer aux enfants candidats aux différents examens les conséquences de l’émotion refondatrice de l’administration publique;

*Par ailleurs,* ***le FFSG****, invite les autorités concernées de la transition, à s’assurer de la légalité et du caractère apolitique des blocages/récupérations ou gels à grande échelle d’avoirs des personnes publiques et privées, à l’effet d’éviter les répercussions sur le contribuable guinéen d’éventuels recours à la réparation par ces dernières*.

Enfin, le **Forum des Forces Sociales de Guinée** (**FFSG**), invite tous les citoyens guinéens, les acteurs de la vie publique et les partenaires épris de justice, en attendant des clarifications sur ces aspects de gouvernance ci-dessus, à bouder toutes les initiatives des organes de la transition qui demandent l’utilisation des ressources publiques, dont le **samedi d’assainissement et d’autres qui seront bientôt spécifiées**, et continuer à assister les citoyens qui sont confrontés dans leurs ardentes volontés à des difficultés d’ordres techniques pour la signature de la pétition, qui reste une approche innovante de protestation dans le processus de démocratisation en guinée.

**Conakry, le 04/11//2022, La Coordination**